



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement**

Renouvellement urbain du quartier Bellecroix à Metz (57)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122- 3-1 ;
- VU l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement ;
- VU le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage « METZ METROPOLE, place du parlement de Metz, 57000 Metz », reçu complet le 20 mars 2025, relatif au projet de renouvellement urbain du quartier Bellecroix à Metz (57) ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Jacques WITKOWSKI, préfet de la région Grand Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU l'arrêté préfectoral N° 2024/530 du 28 octobre 2024 portant délégation de signature du Préfet de la Région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin en faveur de M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est par intérim ;
- VU l'arrêté DREAL-SG-2024-38 du 28 octobre 2024 portant subdélégation de signature de M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est par intérim en faveur de M. Philippe LAMBALIEU, chef du service Évaluation Environnementale, de son adjoint M. Hugues TINGUY et de Mme Christelle MEIRISONNE, adjointe au chef de pôle Projets ;

CONSIDÉRANT la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n° 39-b) de la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du code de l'environnement « Travaux, constructions et opérations d'aménagement ; opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R.111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R.420-1 du même code est supérieure ou égale à 10 000 m². » ;
- qui consiste en la réalisation d'un projet de renouvellement urbain d'un secteur d'environ 7,2 ha d'emprise foncière comprenant :
 - la réfection de 64 453 m² d'espaces publics de l'Eurométropole de Metz ;
 - la construction par les maîtres d'ouvrage Foncière Logement et VIVEST de bâtiments mixtes logements neufs / activités dans le sous-secteur « 18 juin nord » d'une surface de plancher (SDP) de 3 210 m² ;
 - la construction par le maître d'ouvrage VIVEST de logements neufs dans le sous-secteur « 18 juin centre » d'une SDP de 4 180 m² ;
 - l'extension par le maître d'ouvrage Ville de Metz de 230 m² de SDP d'un ensemble scolaire ;
 - la démolition par le maître d'ouvrage SEM EMH de logements d'une SDP de 13 189 m² répartis comme suit :
 - 1-2 Toulouse : 1 780 m² ;
 - 14-20 Artilleur : 2 677 m² ;
 - Lamoricière : 1 194 m² ;
 - 16-21-rue du 18 juin : 4 878 m² ;
 - 5-8 rue du 18 juin : 2 660 m² ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- en zone U du PLUi de l'Eurométropole de Metz ;
- sur une zone déjà urbanisée ;
- en dehors de tout périmètre de protection de captages d'eau destinée à la consommation humaine ;
- partiellement en la ZNIEFF de type 1 « Forts Messins : St-Julien, Belle Croix, Queuleu, Groupement Fortifié de la Marne » ;
- en dehors de tout autre zonage environnemental caractéristique d'une sensibilité particulière ;

CONSIDÉRANT les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures d'évitement et réduction qui seront mises en œuvre par le pétitionnaire :

- les impacts sur l'artificialisation des sols pour lesquels le projet comprend la création de nombreux espaces verts par l'aménagement de l'esplanade en Désiremont et la promenade du belvédère et la désimperméabilisation de certaines surfaces actuellement occupées par des immeubles ou des voiries ;

- les impacts sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour lesquels le projet comprend la requalification de plusieurs axes de déplacement favorisant les mobilités douces ;
- les impacts sur la biodiversité pour lesquels le projet comprend :
 - des mesures spécifiques, telles que le balisage ou la protection des arbres à conserver, pour préserver les éléments naturels du site ;
 - une limitation au strict nécessaire des emprises du chantier ;
 - des zones étanches ou des bacs de rétention pour toutes les manipulations et stockages de produits dangereux tels que les hydrocarbures ;
 - la réalisation des opérations de démolition et d'aménagement hors de la période de reproduction des oiseaux (mi-février à mi-septembre) et, en cas d'impossibilité d'éviter cette période, le passage d'un écologue en amont afin de s'assurer de l'absence d'enjeux ;
 - une inspection des cavités anthropiques avant toute intervention sur les bâtiments, afin de détecter la présence éventuelle de chiroptères, en particulier durant la période d'hibernation (mi-novembre à mi-mars) et, en cas d'absence d'enjeux, le scellement de ces cavités avant le début des travaux ;
 - en cas de présence d'espèces exotiques envahissantes le ramassage rigoureux et le traitement des végétaux présents dans les emprises en filière adaptée, le nettoyage rigoureux des engins et matériels et une mise en défens des zones concernées pour empêcher tout risque de dissémination ;
 - la mise en œuvre d'un suivi écologique régulier garantissant l'absence d'impacts résiduels notables ;
- les impacts sur le ressource en eau pour lesquels le projet devra appliquer la doctrine de la région Grand Est en matière de gestion des eaux pluviales de février 2020 ;
- les impacts sur la sécurité des personnes liée au risque de glissement de terrain pour lesquels les maîtres d'ouvrages des opérations de construction devront réaliser une étude géotechnique avant le début des travaux ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, et sous réserve du respect de ses obligations par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

D É C I D E :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de renouvellement urbain du quartier Bellecroix à Metz (57) présenté par le maître d'ouvrage « METZ METROPOLE », **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application des articles R.122-3 et R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à Strasbourg, le 17 avril 2025

Pour le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Grand Est et par délégation,
le chef du service Évaluation Environnementale,



Philippe LAMBALIEU

Voies et délais de recours	
1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours. Le recours administratif doit être adressé à Monsieur le préfet de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire - 246, bd Saint Germain - 75700 PARIS	2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif. Le recours contentieux doit être déposé devant le tribunal administratif de Strasbourg sur le site www.telerecours.fr.